

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre, je vous prie. Je me demande si c'est la bonne manière de procéder. Nous avons écouté le député de Cape Breton-East Richmond (M. MacInnis) et le secrétaire parlementaire dispose de trois minutes pour répondre.

**M. Honey:** Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Dans ses remarques, le député de Cape Breton-East Richmond a laissé entendre qu'il y avait eu contrainte. Je le nie sans hésitation. Tel n'est pas le cas. Le député est revenu à la charge pour contester la légalité des mesures adoptées. Je lui donne l'assurance que les légistes de la Couronne les ont approuvées et autorisées. C'est, je crois, la troisième fois que je répète...

**M. MacInnis:** C'est faux.

**M. Honey:** Il est un peu difficile pour moi et pour les députés de comprendre pourquoi mon honorable ami insiste tellement là-dessus. Il a été répondu à sa question à maintes reprises. Il persiste, et je lui fais remarquer, respectueusement, qu'il dessert les intérêts de ses électeurs. J'aimerais vous citer un article paru dans le *Chronicle-Herald* d'Halifax du 23 avril, sous le titre «Le syndicat des métallurgistes prie MacInnis de se calmer». L'article se lit:

La section n° 12 du syndicat des mineurs unis a demandé à M. Donald MacInnis, député de Cape Breton-East Richmond, de «se calmer».

Les mineurs de New Waterford ont décidé, au cours d'une séance extraordinaire, d'envoyer un télégramme à M. MacInnis...

J'espère que le député l'a reçu.

... pour lui reprocher vertement son attitude négative à l'égard du projet de la Devco.

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je m'excuse d'interrompre le secrétaire parlementaire, mais son temps de parole est écoulé.

#### L'AGRICULTURE—ST-PAUL, ALBERTA—PROTESTATION AU SUJET DES REVENUS AGRICOLES

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Je dirai tout d'abord, monsieur l'Orateur, que je suis très heureux que le ministre de l'Agriculture (M. Olson) soit présent à la Chambre ce soir, afin de débattre une question que je juge très importante. Il s'agit de la baisse grave des revenus agricoles depuis sept mois dans l'Ouest canadien, et surtout dans le Nord et l'Est de l'Alberta, dans la région de St-Paul-Bonnyville. Mon interpellation découle des protestations soulevées par les fermiers de ce district dans la ville de St-Paul, où plus de 800 personnes ont manifesté lundi.

[M. Honey.]

Il est raisonnable, à mon avis, de croire qu'en général, les fermiers sont des gens patients et parfaitement à même de faire face à l'adversité, ce qu'ils ont certes fait, mais quand les conditions s'aggravent sans le moindre signe d'amélioration, ni d'intérêt de la part du gouvernement, et qu'ils n'ont aucun autre moyen de gagner décemment leur vie, je crois que les protestations et les manifestations sont parfaitement justifiées.

Alors que les semailles et les travaux agricoles du printemps sont sur le point de commencer, les fermiers sont grandement à court d'argent. Le produit moyen par boisseau de blé livré aux éleveurs de cette région s'élève à environ \$1.03. L'automne dernier, la plupart des fermiers ont dû demander le maximum des avances, ce qui fait que maintenant, à la livraison, la moitié de cet argent sert à rembourser les avances qu'ils ont touchées l'automne dernier. Ainsi, les fermiers reçoivent en moyenne quelque 50c. par boisseau.

Les conditions qui règnent dans cette région sont aggravées du fait que la majeure partie de la région est en plein développement, et que les fermiers ont eu trois ou quatre mauvaises récoltes les années précédentes. Ce qu'on prévoit maintenant, c'est que si des secours n'arrivent pas dans un proche avenir, si les débouchés ne s'améliorent pas, si les livraisons ne sont pas mieux assurées et si les revenus n'augmentent pas, les fermiers pourront difficilement rembourser leurs prêts en cours sur le grain entreposé et plus difficilement encore toucher de nouvelles avances l'automne prochain.

Évidemment, on pourrait lancer une campagne dynamique de vente de blé, chose que le gouvernement n'a pas faite. On ne nous a même pas assuré qu'on essaierait de le faire. On ne nous a donné aucune indication si la Russie envisage de prendre livraison des 150 millions de boisseaux aux termes de l'accord de trois ans qui, je crois, expire à la fin de juillet.

Personne n'a parlé de nouveaux débouchés.

Le Japon a indiqué qu'il ne s'intéressait pas au blé canadien et a décidé, tout récemment, d'augmenter encore ses commandes en Australie, aux États-Unis et même, pour la première fois en Bulgarie. Peut-être le Japon a-t-il ses raisons. A ce jour, nous sommes encore en reste avec ce pays au sujet d'un envoi de blé de qualité inférieure ou endommagé par la pluie. En outre, les Japonais n'ont pas oublié, j'en suis sûr, le gâchis et les bévues qui ont accompagné cet hiver, le chargement de leur navire dans le port de Vancouver. Nous avons envoyé beaucoup de délégations dites commerciales en Asie et au